



Commune de  
**SAUMANE DE VAUCLUSE**

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE ARR

EXTRAIT DU REG

Envoyé en préfecture le 08/04/2024  
Reçu en préfecture le 08/04/2024  
Publié le  
ID: 084-218401248-20240404-5322024-DE

**DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
N° 0532-2024 Séance du 04 avril 2024**

DE LA COMMUNE DE SAUMANE DE VAUCLUSE (84800)

<b><u>Date de convocation :</u></b> 21 mars 2024
<b><u>Nombre de conseillers :</u></b> Membres en exercice : 13 Quorum : 7 Présents : 9 Exprimés : 10
<b><u>Secrétaire de séance :</u></b> Mr Jean-Pierre PEYREROL

**L'an deux mille vingt-quatre, le jeudi quatre avril à 18h30**, le Conseil Municipal de la commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Madame Laurence CHABAUD-GEVA.

**Présents :** Laurence CHABAUD-GEVA, Philippe MORELLO, Serge GRYNKORN, Laure LUXTON, Anne GRUAULT, Jean-Pierre PEYREROL, Patrice FRELY, Patrick SIMBOLOTTI, Jean-Christophe BOYET

**Absents excusés :** Marine BERGER, Gaël EVRARD, Sophie BOUCHOUX

**Procurations:**  
Lola DIEZ-CALCATELLI à Laure LUXTON

**OBJET : CONVENTION DE SERVITUDES ENEDIS**



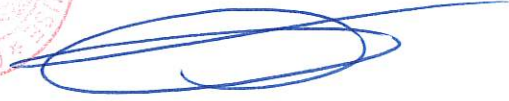
**Rapporteur : Laurence CHABAUD-GEVA**

Vu la demande d'ENEDIS concernant une servitude de passage sur la parcelle AH 626 appartenant à la commune,  
Vu le projet de convention de servitudes,

**Le Conseil Municipal,**  
Où l'exposé,  
Après avoir délibéré, à l'unanimité

**-AUTORISE** Madame le Maire à signer la convention de servitudes et toutes les pièces afférentes à ce dossier

Pour copie conforme

<b>Secrétaire de Séance</b>  <b>Jean-Pierre PEYREROL</b>	 <b>Le Maire,</b>  <b>Laurence CHABAUD GEVA</b>
---	---

**ACTE CERTIFIE EXECUTOIRE**

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois.